

« MASTERISATION » : REVERS ET DESAVEU POUR LE GOUVERNEMENT

Le 21 décembre 2009, pendant le CNESER plénier, une large majorité d'organisations a condamné le processus qu'utilise le gouvernement pour engager à marche forcée une réforme désastreuse et inapplicable de la formation des enseignants des écoles, collèges et lycées. Une motion présentée par le SNESUP a été adoptée à une très large majorité : elle refuse de voir régler une question d'une telle ampleur par une simple circulaire ne permettant pas de répondre pas aux attentes de la société (cf. *lettre flash* 25 et *lettre de la formation des enseignants* N°5).

Le SNESUP exige, sans préalable, le retrait de cette réforme concernant la formation des enseignants, ainsi que des décrets et des textes d'application déjà publiés. C'est nécessaire pour que s'engage une véritable négociation pour une tout autre réforme permettant l'amélioration de la formation des enseignants aux qualifications reconnus par un master intégrant toutes les dimensions tant scientifique que professionnelle.

Les réponses aux multiples interventions en séance, apportées par Patrick Hetzel ont confirmé les inquiétudes qu'avait fait naître le projet de circulaire de « cadrage » des masters lié à la réforme de la « masterisation ». Elles ont montré que, pour une question aussi importante que la formation des maîtres, le gouvernement assume désormais pleinement la remise en cause du cadre national des diplômes.

Compte tenu des enjeux d'une telle réforme pour l'avenir des jeunes, pour l'avenir de l'Ecole et l'ensemble de la société, nous avons demandé une inversion de l'ordre du jour, pour voir traiter en priorité la question de la totale remise à plat de la réforme. Devant le refus catégorique du ministère, le SNESUP, la FSU, l'UNEF et la CGT ont quitté la séance. Par ce geste, ils ont refusé de cautionner le simulacre de concertation imposé par le ministère. Ce n'est pas une simple circulaire qui peut cadrer une réforme de la formation des enseignants !

C'est un sérieux revers et un net désaveu que le gouvernement a subi lors du vote sur un projet de circulaire inchangé. **La très large majorité des membres du CNESER –dont le SNESUP et la FSU revenus pour exprimer leurs votes-, dans sa diversité, s'est exprimée contre ce texte de « cadrage » (contre 35 - pour 3 - abstention 1).** Le gouvernement doit entendre le signal donné par le CNESER ainsi que les motions votées dans des CA d'universités (plus du quart à ce jour). Avec ces votes montrant l'opposition de la communauté universitaire le gouvernement ne peut plus se prévaloir d'être le champion du dialogue.

Le SNESUP appelle les collègues à poursuivre les prises de position des conseils et à débattre, en associant les étudiants, de modalités d'action pour refuser la mise en place de cette réforme. Il mettra tout en œuvre pour que la colère, les inquiétudes et les revendications des universitaires trouvent écho dans une mobilisation unitaire dès janvier.

**Motion présentée par le SNESUP-FSU au CNESER du 21-12-09
Adoptée par 27 pour, 5 contre et 10 abstentions**

Extraits, version intégrale sur le site du SNESUP (www.snesup.fr) rubrique actualité

Depuis maintenant plus de 18 mois, la réforme de la formation et du recrutement des enseignants qui aurait dû conduire à une élévation du niveau de qualification des enseignants à celui du diplôme de master est menée au pas de charge sans aucune concertation sérieuse. **Le report d'un an d'une application complète de la réforme, résultat de la mobilisation de l'an dernier, qui aurait pu permettre de mettre en place une réelle concertation destinée à l'élaboration d'une réforme partagée, a été dévoyé par Luc Châtel et Valérie Péresse.** En rendant leurs derniers arbitrages contre l'avis de tous les acteurs concernés (enseignants-chercheurs, enseignants, étudiants, lycéens, parents, ...) et en présentant aujourd'hui en CNESER une circulaire dite de cadrage des masters, le gouvernement persévère dans sa stratégie du passage en force. C'est inacceptable au regard des enjeux liés à la formation et au recrutement des enseignants, et plus largement au devenir des jeunes et de la société. Tout changement dans le dispositif de formation des enseignants doit être porteur de progrès et non de régressions.

Le CNESER dénonce l'entêtement gouvernemental consistant à entraver les capacités de des universités à développer des formations de haut niveau intégrant disciplines universitaires et savoirs professionnels en lien avec la recherche, alliant les

potentiels avérés des UFR et des IUFM -dont le maillage territorial est un atout-, et s'appuyant sur des concours nationaux. [...]

Le CNESER exige la remise à plat de la réforme impliquant le retrait des décrets concernant la formation des enseignants et des textes d'application déjà publiés permettant de revenir impérativement sur la place des épreuves d'admissibilité au cours du cursus afin de garantir une place des futurs concours compatibles avec une formation en master de qualité et permettant de réelles réorientations pour les étudiants en échec aux concours. Ce n'est qu'après cette étape que le cadrage national des masters dits « intégrés » par le biais d'un texte réglementaire prendra sens. [...]

Le CNESER refuse de voir régler une question d'une telle ampleur par une simple circulaire ne permettant pas de répondre pas aux attentes de la société. [...]

SNESUP-FSU, FSU, CGT
UNSA, CFTD, SGEN-CFTD, Autonomes-sup
UNEF, Confédération étudiante

.....
Dès Janvier :

Scrutins CTPU-CTPMESR et actions unitaires !

Bonnes fêtes de fin d'année à tous